



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LVMA

10 rue Blanqui
33560 Carbon-Blanc

Références : 25-955
Code AIOT : 0100002051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement LVMA implanté Chemin d'Hestigeac 33700 Mérignac. L'inspection a été annoncée le 02/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été programmée suite à une plainte déposée le 13 octobre 2025 par la société BOREVAL (représentée par M.LESPES). Elle fait état d'une pollution du terrain (odeurs de combustibles, carburants et huiles, tâches de pollution, stockage de bidons, batteries, cartouches de graisse au sol, fuites de vidange). Deux constats d'huissier en ce sens ont été établis en date du 30 septembre et 29 octobre 2025 à l'initiative du plaignant ainsi qu'une note de caractérisation des sols en place datée de novembre 2025.

Il est à noter que les propriétaires des terrains (M. FUME et SCI VHAF) louent leurs parcelles à la société BOREVAL qui les sous-loue à la société LVMA, représentée par M. Lespinasse : **LVMA**

représente l'exploitant de l'installation et reste le titulaire de l'enregistrement encadrant l'exploitation du site et le responsable de la surveillance de l'installation. Cette société exerce des activités de traitement de matériaux (lavage, criblage, etc.). La société J2LTP (dont M. Lespinasse est le Président), intervient en tant que sous-traitant de la société LVMA pour l'activité de lavage.

Par ailleurs, la société SCG intervient également sur le terrain au titre de sa fonction de négociant de déchets pour le compte de LVMA.

Diverses tensions sont survenues entre les sociétés SCG et LVMA durant l'été 2025, ce qui génère d'importantes difficultés en termes de gestion de l'exploitation des installations (accès à l'installation, règles d'admission des déchets et matériaux sur le site, occupation des sols, etc.). Ce contexte conflictuel perdure.

Aussi, l'inspection du 9 décembre visait principalement à faire un point sur la situation administrative de l'installation et les activités exercées par les différentes sociétés présentes sur le terrain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LVMA
- Chemin d'Hestigeac 33700 Mérignac
- Code AIOT : 0100002051
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LVMA exploite à Mérignac une installation de tri, transit de déchets non dangereux inertes issus de chantiers de démolition et une installation de lavage, de criblage et de concassage de déchets non dangereux inertes issus de chantiers de démolition soumises à enregistrement. L'exploitation des installations est encadrée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 22 septembre 2022.

Le périmètre ICPE de l'établissement couvre les parcelles cadastrales 133 pp et 134 de la section EN sur la commune de Mérignac.

Comme mentionné dans le dossier d'enregistrement initial, le projet de la société LVMA (acté par l'arrêté préfectoral susvisé) a été porté par M. LESPES, président de la société SCG et M. LESPINASSE, président de J2 LTP, en tant qu'associés de LVMA.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
3	Déchets	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	entrants	10/12/2013, article 48	l'exploitant, Demande d'action corrective	
4	Pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 1.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence des difficultés de gestion des règles d'exploitation, liées à l'occupation du site par différentes sociétés et générant ainsi des écarts réglementaires. Pour rappel, la société LVMA reste l'unique titulaire de l'enregistrement et le responsable de l'exploitation de l'ensemble des installations présentes sur le terrain défini par l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2022 (à savoir les parcelles cadastrales 133 pp et 134 de la section EN de Mérignac).

Elle doit mettre en place les mesures correctives nécessaires pour se conformer à la réglementation applicable dans les délais fixés dans le présent rapport.

Par ailleurs, une contamination des sols a été mise en évidence par l'étude établie à l'initiative du plaignant. Un plan d'action est attendu de la part de l'exploitant sur ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2022, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Bénéficiaire de l'enregistrement
Prescription contrôlée : Les installations de la société LVMA dont le siège social est situé 10 rue Blanqui - 33560 CARBON-BLANC, faisant l'objet de la demande susvisée du 16 mai 2022 sont enregistrées. Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Mérignac, parcelles référencées EN 133 (pour partie) et 134. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté. L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service

dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du code de l'environnement).

Constats :

Le jour du contrôle, il a été constaté que le site est occupé par plusieurs sociétés.

Certains équipements présents (dont l'unité de chaulage au Nord du terrain) appartiennent à la société SCG.

Les matériaux présents sur les zones de transit (déblais et matériaux de démolition au Nord Ouest du site et matériaux nobles issus de l'extraction des carrières au Nord Est du site) appartiennent pour une partie à SCG et pour l'autre partie à LVMA.

Une zone où sont entreposés des engins appartenant à J2LTP est également présente au Nord du site.

Les activités de tri, transit et criblage de matériaux sont bien exercées sur l'ensemble du périmètre ICPE défini par l'arrêté préfectoral d'enregistrement, à savoir le terrain couvrant les parcelles 133 pp et 134 de la section EN de Mérignac.

Pour rappel, la société LVMA, titulaire de l'arrêté préfectoral d'enregistrement, reste l'unique société responsable de l'exploitation des installations et du respect de la réglementation applicable sur l'ensemble du périmètre rappelé ci-dessus et défini par les dispositions de l'article 1.2.4 de l'arrêté d'enregistrement. La société LVMA est nommée ci-après "l'exploitant".

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 8

Thème(s) : Autre, Accès

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

Le responsable de l'exploitation des installations est M. LESPINASSE, dirigeant de la société LVMA, présent le jour de l'inspection.

De plus, un salarié administratif, de la société LVMA, est toujours présent au niveau du local d'accueil du site et du pont bascule.

Néanmoins, des camions entrent au sein de l'établissement sans y être autorisés pour déposer des déblais et matériaux au niveau des zones occupées par la société SCG, et ce malgré la présence de l'agent de sécurité de la société LVMA présent à l'entrée du site.

Pour rappel, la société LVMA reste l'unique titulaire de l'arrêté d'enregistrement. Seule cette société peut donner les droits d'accès au site aux personnes autorisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société LVMA, exploitant de l'ensemble des installations, met en place sous un délai d'un mois les mesures nécessaires pour interdire l'accès à l'établissement aux personnes non autorisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 48
Thème(s) : Risques chroniques, Admission et traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ».</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un tas de ballast de voie ferrée le long de la voie de circulation à l'Ouest des locaux administratifs. Ces déchets, entreposés à même le sol (en terre battue), ne correspondent pas à des déchets non dangereux inertes. Les conditions de stockage actuelles de ces déchets peuvent potentiellement générer une pollution des milieux par lixiviation en cas de ruissellement d'eaux météoriques ou d'écoulements et infiltration dans le sol et sous-sol.</p> <p>Par ailleurs, la société LVMA n'a pas été en mesure de présenter le registre de suivi des déchets entrants au sein de son établissement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures correctives suivantes sous un délai d'un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évacuation du tas de déchets non autorisés (ballast de voie ferrée) sur son site vers les installations dûment autorisées et transmission des justificatifs associés à l'Inspection des installations classées ; • transmission d'un extrait du registre de l'ensemble des déchets entrants au sein de son établissement pour l'intégralité de l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de prévention
Prescription contrôlée : [...] Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : Durant le contrôle, l'Inspection des installations classées n'a établi aucun constat mettant en évidence une pollution. Toutefois, dans le cadre du signalement porté à l'encontre de LVMA, la société BOREVAL a fait parvenir une note de caractérisation des sols en place établie par EGEH en novembre 2025. Plusieurs prélèvements ont été réalisés dans les sols par M. Lespes, président de BOREVAL. Les résultats des analyses effectuées par EGEH mettent en évidence une contamination des sols en cuivre et hydrocarbures. Le bureau d'études recommande la réalisation d'un diagnostic complémentaire afin de délimiter les zones de pollution et d'étudier la faisabilité des éventuels travaux d'excavation au regard des différents enjeux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant se positionne quant aux résultats du diagnostic établi par EGEH sous un délai de trois mois. De nouveaux prélèvements pourront notamment être réalisés en vue de confirmer la pollution mise en évidence. Dans ce cadre, il convient d'identifier les différents enjeux (transferts et cibles potentielles) et de définir les éventuelles mesures de gestion des pollutions à mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois